

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 74

9 janvier 2014

SOMMAIRE

AEIF LH Sub 07 S.à r.l.	3518	Herschel Capital Advisors S.A.	3523
Aerium IV Capital S.à r.l.	3508	Iapetos S.à r.l.	3528
Almima Holding S.A.	3543	Intermedical Holding Société Anonyme	
Amarilys S.A. - SPF	3508	3550
Anciens Etablissements - Janeczko S.à r.l.		Intermedical Holding Société Anonyme	
.....	3506	3543
Apulia Antichi Saporì Sàrl	3507	JML Ingénieur Concept SA	3552
Areo S.à r.l.	3526	JÖRG BRAUSCH - MALER und STUCKA-	
Auster Real Estate Opportunities S.à r.l.		TEUR Sàrl	3519
.....	3526	Karen Consulting SARL	3521
Brandbrew S.A.	3543	LIPP Holdco 1 S.à r.l.	3509
BTG Clients O&G II S.à r.l.	3532	MML Capital Europe V S.A.	3531
Calliope S.A.	3509	Mobileo S.A.	3509
Centre d'Incendie et de Secours Junglin-		New Vital Beauté sàrl	3532
ster a.s.b.l.	3510	New York Life Investment Management	
Classy S.A.	3522	Europe	3520
C.M. Services S.à r.l.	3509	Noble Holding S.C.S.	3531
Cott Luxembourg	3543	novaTec s.à r.l.	3508
Credit-Management Systems Europe		Polyvotis S.à r.l.	3518
(CSE) S.A.	3551	Powerwave Technologies S.à r.l.	3520
Eastbirds	3522	RA Patrimoine	3520
Everfin Holding S.A.	3526	Rénovation Construction Solutions s.à r.l.	
Fiaccom	3523	3551
Final S.A.	3522	RH Paris 1 S.à r.l.	3551
Fleet Holdings S.A.	3525	SIX SUN, société civile	3542
Guardian DBC Sàrl	3506	Teixeira Construction Sàrl	3506
Helvetic Clinics S.A.	3518	Xedoc Luxembourg S.A.	3506

Anciens Etablissements - Janeczko S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4601 Differdange, 65, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 87.090.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 décembre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013173847/11.

(130212738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Guardian DBC Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.

R.C.S. Luxembourg B 94.674.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 août 2012, ainsi que le rapport de gestion, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Pour Guardian DBC S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013175744/13.

(130214732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Teixeira Construction Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5752 Frisange, 6B, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 106.956.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 8 juillet 2011, publié au Mémorial C, numéro 2295 du 27 septembre 2011; et dont les statuts ont été modifiés, suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 26 novembre 2013, non encore publié au Mémorial C.

Statuts coordonnés à la date du 26 novembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 décembre 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Jean SECKLER

Le notaire

Référence de publication: 2013175203/18.

(130213536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Xedoc Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 145.855.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013175260/12.

(130213854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Apulia Antichi Sapori Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1734 Luxembourg, rue Carlo Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 181.973.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le huit novembre.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. - Vittorio COLAPIETRO, restaurateur, né à Bari (Italie), le 15 janvier 1960, demeurant à L-5855 Hesperange, 10, rue Jos Sùnnen,
2. - Vito Grazio VALENTINI, restaurateur, né à Carbonara (Italie), le 01 février 1966, demeurant à L-1925 Luxembourg, 5, rue Fanny Leclerc,
3. - Domenico COLUCCI, cuisinier, né à Carbonara Di Bari (Italie), le 29 août 1981, demeurant à L-5755 Frisange, 11, Op Iermescht,
4. - Vitangelo COLAPIETRO, cuisinier, né à Luxembourg, le 4 décembre 1987, demeurant à L-3322 Bivange, 10 rue de la Gare.

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de APULIA ANTICHI SAPORI SARL

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un restaurant avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500.-) euros, représenté par cent (100) parts de cent vingt-cinq (125.-) euros chacune.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les parts ont été souscrites comme suit:

1. - Vittorio COLAPIETRO, restaurateur, né à Bari (Italie), le 15 janvier 1960, demeurant à L-5855 Hesperange, 10, rue Jos Sùnnen, vingt-cinq parts,	25
2. - Vito Grazio VALENTINI, restaurateur, né à Carbonara (Italie), le 01 février 1966, demeurant à L-1925 Luxembourg, 5, rue Fanny Leclerc, vingt-cinq parts,	25
3. - Domenico COLUCCI, cuisinier, né à Carbonara Di Bari (Italie), le 29 août 1981, demeurant à L-5755 Frisange, 11, Op Iermescht, vingt-cinq parts,	25
4. - Vitangelo COLAPIETRO, cuisinier, né à Luxembourg, le 4 décembre 1987, demeurant à L-3322 Bivange, 10 rue de la Gare, vingt-cinq parts,	25
Total: Cent parts	100

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais.

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à huit cent cinquante (850.-) euros.

Assemblée Générale Extraordinaire.

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-1734 Luxembourg, rue Carlo Hemmer.
- Le nombre des gérants est fixé à deux (2).
- Sont nommés gérants, pour une durée illimitée:

1. - Vittorio COLAPIETRO, restaurateur, né à Bari (Italie), le 15 janvier 1960, demeurant à L-5855 Hesperange, 10, rue Jos Sünnen, gérant technique,

2. - Vito Grazio VALENTINI, restaurateur, né à Carbonara (Italie), le 01 février 1966, demeurant à L-1925 Luxembourg, 5, rue Fanny Leclerc, gérant administratif,

La société est engagée par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Déclaration

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après information par le notaire aux comparants que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites plus haut sub "objet social" respectivement après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, de tout ce qui précède, Ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Colapietro, Valentini, Colucci, Colapietro et Molitor.

Enregistré à LUXEMBOURG A.C., le 11 novembre 2013. Relation LAC/2013/51086. Reçu soixante quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): Thill.

Référence de publication: 2013167117/80.

(130203490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Amarily S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 36.089.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013175361/9.

(130214580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Aerium IV Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 104.708.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013175351/9.

(130215022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

novaTec s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5441 Remerschen, 26, rue de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 58.167.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013175321/10.

(130214088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

LIPP Holdco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 583.989,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 139.280.

En date du 29 novembre 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Vincent Goy, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat;
2. Acceptation de la démission de Eric Biren, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat;
3. Acceptation de la démission de Zivana Krusic, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat;
4. Nomination de Peter Baxter, avec adresse professionnelle au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
5. Nomination de Bronwyn Salvat-Winter, avec adresse professionnelle au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
6. Transfert du siège social de la Société du 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Référence de publication: 2013174915/23.

(130213432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Mobileo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 113.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MOBILEO S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013175988/11.

(130213975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Calliope S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 60.993.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013177653/10.

(130216994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

C.M. Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 139, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 68.970.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.12.2013.

Signature.

Référence de publication: 2013177630/10.

(130216771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

CISJU a.s.b.l., Centre d'Incendie et de Secours Junglinster a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-6131 Junglinster, rue Emile Nilles.
R.C.S. Luxembourg F 9.770.

STATUTEN

Kapitel I. Name, Sitz, Dauer und Aufgaben

Art. 1. Name und Ursprung. Die Vereinigung der Mitglieder des Feuer- und Rettungszentrums Junglinster setzt sich zusammen aus den Mitgliedern

- der Freiwilligen Feuerwehr der Gemeinde Junglinster. Sie ist hervorgegangen aus dem Corps des Sapeurs-Pompiers de la Commune de Junglinster, gegründet am 10. Juli 2000, welches die Aufgaben der vorherbestehenden sechs lokalen Feuerwehrcorps, Beidweiler (1958), Bourglinster-Imbringen (1924), Eschweiler (1958), Godbrange (1933), Gonderange (1949) und Junglinster (1908) übernommen hat;

- des Einsatzzentrums der Protection Civile aus Junglinster. Es wurde am 30. April 1996 gegründet.

Die Vereinigung, hierunter auch als Feuer- und Rettungszentrum benannt, trägt den Namen: CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS JUNGLINSTER a.s.b.l. oder FEUER-UND RETTUNGSZENTRUM JUNGLINSTER a.s.b.l., abgekürzt CISJU a.s.b.l. oder CISJU.

Das CISJU ist eine Vereinigung ohne Gewinnzweck gemäß dem Gesetz vom 21. April 1928.

Art. 2. Sitz. Der Sitz des CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS JUNGLINSTER a.s.b.l. ist im jeweiligen Feuer- und Rettungszentrum der Gemeinde Junglinster.

Art. 3. Dauer. Die Dauer der Vereinigung geht einher mit der Existenz eines Feuer- und Rettungszentrums von ehrenamtlichen und hauptamtlichen Helfern und Helferinnen der Administration des Services de Secours in der Gemeinde Junglinster.

Art. 4. Aufgaben. Die Aufgabe des Feuer- und Rettungszentrums ist die geordnete Hilfeleistung bei Unfällen, Bränden und sonstigen Notfällen, bei welchen die Sicherheit von Personen, Tieren oder Gütern in Gefahr ist.

Die Vereinigung ist den einschlägigen Reglementen der Administration des Services de Secours verpflichtet. Sie gehört dem Luxemburger Landesfeuerwehrband und dem zuständigen Regionalverband an. Des Weiteren steht sie im Dienste der Gemeinde Junglinster.

Zur Erfüllung dieser Aufgabe dient:

- a) die theoretische und praktische Ausbildung der aktiven Mitglieder auf lokaler, regionaler, nationaler und internationaler Ebene,
- b) die Fortbildung an der Nationalen Zivilschutzschule,
- c) die Fortbildung an der Nationalen Feuerweherschule,
- d) die Anregung der Mitglieder zur Hilfsbereitschaft,
- e) die Aufrechterhaltung einer Jugendfeuerwehr,
- f) das aktive Mitwirken bei offiziellen Anlässen.

Die Vereinigung ist außerdem zuständig für alle Aktivitäten innerhalb des Feuer- und Rettungszentrums, welche nicht direkt von der Direktion der Administration des Services de Secours, der Gemeinde, respektive des Landesfeuerwehrverbandes bestimmt werden. Insbesondere hat sie die Kameradschaft zu fordern und zu pflegen, sowie Werbung für neue Mitglieder zu betreiben.

Die Vereinigung kann alle, zu ihrem Geschäftszweck nötigen Tätigkeiten und Akte ausführen. Die Vereinigung ist politisch und ideologisch neutral.

Kapitel II. Mitglieder

Art. 5. Mitgliedschaft. Das CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS JUNGLINSTER a.s.b.l. besteht aus:

- aktiven Mitgliedern,
- inaktiven Mitgliedern,
- Ehrenmitgliedern.

Die Zahl sämtlicher Mitgliederarten ist unbegrenzt.

Art. 6. Aktive Mitgliedschaft.

a) Aktives Mitglied kann jeder unbescholtene Bürger, beiderlei Geschlechtes, im Alter von 16 bis 65 Jahren werden. Jedes aufzunehmende aktive Mitglied muss ein schriftliches Aufnahmegesuch einreichen. Ein Auszug aus dem Strafregister ist vorzulegen. Der Inhalt dieses Auszugs ist von den Vorstandsmitgliedern streng vertraulich zu behandeln. Die Aufnahme erfolgt durch den Vorstand. Eine eventuelle Ablehnung ist dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen.

b) Das Mindestalter ist 16 Jahre. Für Jugendliche bis zum 18. Lebensjahr ist eine schriftliche Zustimmung der Eltern oder des/der Erziehungsberechtigten erforderlich.

c) Die aktive Dienstzeit beginnt und erlischt gemäß den Bestimmungen der Administration des Services de Secours.

d) Falls eine Jugendfeuerwehr besteht, haben Jugendliche zwischen dem 8. und 15. Lebensjahr die Möglichkeit dieser beizutreten, unter der Bedingung, dass die schriftliche Zustimmung der Eltern oder des/der Erziehungsberechtigten vorliegt. Jugendliche, die sich in der Jugendfeuerwehr bewährt haben, werden ab dem 16. Lebensjahr automatisch als aktives Mitglied in das CISJU aufgenommen.

e) Die Mitgliedschaft beginnt mit dem Datum, an welchem die persönliche Matrikülnummer seitens der Administration des Services de Secours zugeteilt wird.

f) Jedes neu aufgenommene aktive Mitglied muss sich einer Probezeit unterziehen, welche automatisch mit dem erfolgreichen Abschluss der Grundausbildung endet. Ab der definitiven Aufnahme und frühestens ab dem 16. Lebensjahr ist jedes aktive Mitglied in der Generalversammlung stimmberechtigt.

g) Jedes neue Mitglied, welches am Feuerwehr- und Sauvetagedienst teilnimmt, muss binnen der gesetzlichen Frist den Grundlehrgang und die BATI-Ausbildung der Freiwilligen Feuerwehr sowie die Sauvetage-Ausbildung absolviert haben.

h) Jedes neue Mitglied, welches am Ambulanzdienst teilnimmt, muss binnen der gesetzlichen Frist das Ambulanzdiplom erhalten haben.

i) Jedes aktive Mitglied übernimmt freiwillig folgende Verpflichtungen:

- die Statuten zu achten, sowie den Verpflichtungen stets diszipliniert nachzukommen,
- die im Rahmen der Statuten und Reglemente gegebenen Anordnungen genau zu befolgen,
- die Pflicht, bei der Gestaltung des Geschehens im Feuer- und Rettungszentrum mitzuwirken und das Recht, in eigener Sache gehört zu werden,
- regelmäßig und pünktlich an allen Einberufungen, wie Ausbildungskursen, Übungen, Versammlungen und festlichen Anlässen aktiv teilzunehmen, sowie bei Einsätzen oder sonstigen Hilfeleistungen schnellstens anzutreten,
- regelmäßig Bereitschaftsdienst bei Ambulanz oder / und Sauvetage zu verrichten, und / oder aktiv am Feuerwehrwesen teilzunehmen,
- Disziplin und Gehorsam gegenüber den Vorgesetzten und Respekt gegenüber den Vorgesetzten und den Mannschaftskameraden.

j) Die aktiven Mitglieder wirken am Gedeihen und Ansehen des CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS JUNGLINSTER durch ihr Auftreten, ihre Dienstbereitschaft und ihr tätiges Miteingreifen bei allen Dienstangelegenheiten auf bereitwilligste Art mit.

k) Jedes aktive Mitglied ist verpflichtet, sich dem vom Innenministerium vorgeschriebenen medizinischen Test (Durchschnitt alle 4 Jahre) zu unterziehen. Die Verweigerung führt automatisch zu einer provisorischen Suspendierung vom aktiven Dienst.

l) Jedes aktive Mitglied wird automatisch Mitglied der Division de la Protection Civile der Administration des Services de Secours, des Landesfeuerwehrverbandes und der «Mutuelle vun de Lëtzebuenger Pompjeeën».

Art. 7. Inaktive Mitgliedschaft. Inaktives Mitglied wird jedes aktive Mitglied, welches die Bedingungen des aktiven Mitglieds nicht mehr erfüllt.

Die inaktive Mitgliedschaft kann definitiv oder vorübergehend sein. Diejenigen Mitglieder welche wegen mangelnder Aktivität abgemeldet werden, können nicht inaktives Mitglied der Vereinigung bleiben.

Der Vorstand entscheidet bei eventuell auftretenden Härtefällen.

Die inaktiven Mitglieder können weiterhin an allen Aktivitäten der Vereinigung teilnehmen, müssen aber je nach Entscheidung des Vorstandes, eventuell einen finanziellen Beitrag leisten.

Inaktive Mitglieder besitzen Stimmrecht, außer bei allen Entscheidungen betreffend die in Artikel 12 unter a) bis e) aufgeführten Posten. Sie bleiben jedoch angemeldet bei der Administration des Services de Secours, beim Landesfeuerwehrverband und bei der «Mutuelle vun de Lëtzebuenger Pompjeeën».

Inaktive Mitglieder sind von sämtlichen Verpflichtungen enthoben. Sie behalten ihren Grad als Titular-Gradierte, sowie erworbene Rechte auf Ehrenzeichen, Veteranenzulage und Sterbegeld.

Art. 8. Ehrenmitgliedschaft. Ehrenmitglied kann jeder werden, der das CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS JUNGLINSTER a.s.b.l. in irgendeiner Weise unterstützt oder fördert. Ehrenmitglieder sind in der Generalversammlung nicht stimmberechtigt und haben kein Mitspracherecht.

Art. 9. Ordnungsmaßnahmen. Bei Verstößen gegen die Statuten und Reglemente des Feuer- und Rettungszentrums Junglinster, der Administration des Services de Secours oder des Landesfeuerwehrverbandes können folgende Ordnungsmaßnahmen ergriffen werden:

- a) Verweis durch den/die Zenterchef/in und/oder Chef de Corps,
- b) schriftlicher Verweis durch den Vorstand,
- c) Suspendierung gemäß den gesetzlichen Bestimmungen.

Ordnungsmaßnahmen können insbesondere in folgenden Fällen ergriffen werden:

- a) schwerwiegender Verstoß gegen Artikel 6 der gegenwärtigen Statuten,
- b) Tat oder Nachlässigkeit die dem eigenen Ruf oder der eigenen persönlichen Ehre, dem Ruf oder Ehre eines anderen Mitglieds, oder dem Ruf oder Ehre des Feuer- und Rettungszentrums geschadet hat,
- c) Nichterreichen der vom Vorstand festgelegten Anzahl der Beteiligungen an Übungen, Bereitschaftsdiensten, Auftritten und Veranstaltungen,
- d) ohne begründete Entschuldigung der Vorladung zum Verweis keine Folge leisten,
- e) Nichtteilnahme am medizinischen Test,
- f) mangelnde Aktivität.

Falls der Zenterchef bzw. die Zenterchefin, der/die Chef/in de Corps oder ihre Adjunkte gegen die Statuten oder Reglemente des CISJU, der Administration des Services de Secours oder des Landesfeuerwehrverbandes verstoßen, ihren Pflichten nicht nachkommen oder diesen nicht gewachsen sind, kann der Vorstand eine außerordentliche Generalversammlung einberufen, um ein Misstrauensvotum gemäß Artikel 13 durchzuführen. Der Vorstand kann diese Maßnahme nur beschließen, wenn mindestens drei Viertel seiner Mitglieder anwesend sind.

Die anderen Vorstandsmitglieder, Sektionschefs/-chefinnen, können durch mehrheitlichen Vorstandsbeschluss provisorisch, Gerätewarte /-innen und Jugendleiter/-innen definitiv von ihrem Posten enthoben werden, wenn sie gegen die Statuten oder Reglemente des CISJU, der Administration des Services de Secours oder des Landesfeuerwehrverbandes verstoßen, ihren Pflichten nicht nachkommen oder diesen nicht gewachsen sind. Der Vorstand ist in diesem Fall nur beschlussfähig, wenn mindestens drei Viertel seiner Mitglieder anwesend sind. Eine provisorische Enthebung eines Vorstandsmitglieds oder eines/ einer Sektionschefs/-chefinnen durch den Vorstand ist in der nächsten ordentlichen oder außerordentlichen Generalversammlung zu bestätigen.

Gegen die unter a) und b) aufgeführten Ordnungsmaßnahmen steht jedem aktiven und inaktiven Mitglied des CISJU das Recht auf Rekurs zu. Dieser muss spätestens 2 Wochen nach Ausspruch der Ordnungsmaßnahme schriftlich beim Vorstand eingebracht werden, welcher dann darüber entscheidet. Die Entscheidung wird dem Rekurssteller schriftlich mitgeteilt.

Für die Suspendierung gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Die hauptamtlichen Mitglieder des Feuer- und Rettungszentrums, sowie die Mitglieder der „Groupe volontaire“ unterstehen disziplinarrechtlich respektive dem Schöffenrat oder dem/der Direktor/-in der Administration des Services de secours. Sie erhalten ihre Dienstanweisungen respektive von dem/der Chef de Corps oder dessen/deren Stellvertreter/-in oder dem Zenterchef/ der Zenterchefin oder dessen/deren Stellvertreter/-in.

Art. 10. Erlöschen der Mitgliedschaft. Die Mitgliedschaft erlischt durch:

- a) Tod,
- b) freiwilligen Austritt,
- c) Ausschluss.

Bei Austritt oder Ausschluss eines Mitgliedes besteht weder Anrecht auf Aus- oder Rückzahlung aus dem Vermögen des CISJU, noch Anspruch an irgendeinem finanziellen oder anderen Besitz der Vereinigung. Alle Anrechte auf Ehrenzeichen, Veteranenzulage und Sterbegeld gehen ebenfalls verloren.

Das austretende oder ausgeschlossene Mitglied ist verpflichtet, das zu seiner Verfügung gestellte Eigentum der Administration des Services de Secours, der Gemeindeverwaltung und des CISJU unverzüglich und unvermittelt dem Zenterchef bzw. der Zenterchefin oder Chef de Corps des CISJU oder deren Stellvertreter/-innen auszuhandigen. Für etwaige böswillig verursachte Schäden muss es aufkommen. Nachkommen eines verstorbenen Mitgliedes haben keinen Anspruch auf Aus- oder Rückzahlung aus dem Vermögen des CISJU.

Art. 11. Mitgliedsbeitrag. Die Generalversammlung kann einen Mitgliedsbeitrag beschließen. Der Mitgliedsbeitrag wird vom Vorstand vorgeschlagen. Der Mitgliedsbeitrag ist innerhalb einer Frist von 3 Monaten zu zahlen.

Kapitel III. Der Vorstand

Art. 12. Zusammensetzung. Die Leitung der Vereinigung geschieht durch den Vorstand, an dessen Spitze der Zenterchef/ die Zenterchefin und der/die Chef de Corps stehen. Die Mitglieder des Vorstandes, außer Sekretäre/-innen und Kassierer/-innen, sind ausschließlich aktive Mitglieder des Feuer- und Rettungszentrums. Dem Vorstand gehören maximal 15 Personen an:

- a) Der Zenterchef bzw. die Zenterchefin des CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS JUNGLINSTER,
- b) der/die Chef de Corps der Feuerwehr der Gemeinde Junglinster,
- c) die Zenterchefadjunkte,
- d) die Chef de Corps Adjunkte,
- e) die Sektionschefs und Sektionschefinnen
- f) der / die Sekretär/-in,
- g) der / die Kassierer/-in,

- h) der / die Jugendleiter/-innen,
- i) den maximal drei Beisitzenden.

Mehrere Posten können gegebenenfalls von einer Person ausgeübt werden.

Art. 13. Ernennung der Verantwortlichen. Die Ernennung des Zenterchefs/ der Zenterchefin, des/der Chef de Corps sowie deren Adjunkte erfolgt gemäß den gesetzlichen Bestimmungen der Administration des Services de Secours, sowie den Reglementen des Landesfeuerwehrverbandes, durch den bzw. die Innenminister/-in, respektive der Gemeinde Junglinster.

Die vorgenannten Verantwortlichen können zu jedem Zeitpunkt eine Mitgliederversammlung einberufen, um das Vertrauen von den Mitgliedern bestätigt zu bekommen.

Ein Fünftel der aktiven Mitglieder kann zu jedem Zeitpunkt die Einberufung einer Mitgliederversammlung verlangen, um über einen schriftlich begründeten Misstrauensantrag über die Amtsführung vorgenannter Verantwortlichen entscheiden zu lassen. In diesem Falle muss innerhalb eines Monats der Vorstand eine außergewöhnliche Generalversammlung einberufen.

Zwischen zwei Misstrauensanträgen muss ein Intervall von mindestens 6 Monaten liegen.

Ein mehrheitlich angenommener Misstrauensantrag hat automatisch den Rücktritt der betroffenen Person(en) zur Folge.

Art. 14. Befugnisse des Vorstandes. Der Vorstand ist das Organ, welches sämtliche Aktivitäten der Vereinigung organisiert. Es ist allein zuständig, die Finanzmittel der Vereinigung zu verwalten. Es hat die weitgehendsten Befugnisse zur Führung der Amtsgeschäfte. Alles was nicht ausdrücklich durch vorliegende Statuten oder durch das Gesetz der Generalversammlung vorbehalten ist, gehört zu seinem Aufgabenbereich.

Der Vorstand hat zusätzlich folgende Kompetenzen:

- a) Erlassen, Abändern oder Annullieren von internen Reglementen, welche nicht zum Kompetenzbereich der Administration des Services de Secours oder des Landesfeuerwehrverbandes gehören,
- b) Erteilen von allgemeinen oder speziellen Vollmachten, darunter Bankvollmachten an den/ die Kassierer/-in und eventuell an andere Vorstandsmitglieder,
- c) Festlegung seiner internen Aufgabenverteilung und Ämter,
- d) Einberufung der Generalversammlung,
- e) Festlegung der Tagesordnung der Generalversammlung.

Der Vorstand kann beschließen, genau definierte Aufgaben, zeitlich begrenzt, an bestimmte Personen zu delegieren.

Er kann Kommissionen einsetzen, denen jedoch mindestens ein Vorstandsmitglied angehören muss.

Er kann Einzelpersonen als Berater/-innen oder Beobachter/-innen einsetzen.

Alle Gerichtsverfahren werden im Namen des CISJU durch den Vorstand geführt, vertreten durch den Zenterchef bzw. die Zenterchefin und den/die Chef de Corps.

Das Feuer- und Rettungszentrum ist in allen Fällen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Vorstandsmitgliedern gebunden, darunter obligatorisch die des Zenterchefs/ der Zenterchefin oder des/der Chef de Corps, oder - in deren Verhinderungsfall - die eines ihrer Stellvertreter/-innen (gemäß Artikel 15).

Art. 15. Zenterchef/-in, Chef de Corps und Ihre Adjunkte. Der Zenterchef bzw. die Zenterchefin und der/die Chef de Corps leiten gemeinsam und einvernehmlich das Feuer- und Rettungszentrum Junglinster. Sie erfüllen die ihnen durch die Reglemente der Administration des Services de Secours und der Gemeinde Junglinster übertragenen Aufgaben. Ferner unterliegt ihnen:

- a) der Vorsitz und die Leitung der Vorstandssitzungen, der Mitgliederversammlungen und der Generalversammlung;
- b) die Beurkundung mit dem/der Sekretär/-in, der Sitzungsberichte, der Korrespondenz und aller wichtigen Schriftstücke;
- c) die Anweisung von zu zahlenden Beträgen und das Abzeichnen zur Freigabe von zu tätigen Zahlungen;
- d) die Aufsicht über statutenmäßigen Auftritt und vorschriftsmäßige Bekleidung der Mitglieder bei Ausgängen des Feuer- und Rettungszentrums;
- e) die Vertretung des Feuer- und Rettungszentrums bei öffentlichen Anlässen;
- f) die Beaufsichtigung der Ausbildung der Jugendabteilung durch den/die Jugendleiter/-in;
- g) die Vertretung des Vorstandes bei etwaigen Gerichtsverfahren;
- h) die Aufsicht über die von der Gemeindeverwaltung bzw. der Administration des Services de secours zugewiesenen hauptamtlichen Angestellten im Feuer- und Rettungszentrum, sowie den Mitgliedern der „Groupe volontaire“.

Die Aufgaben der stellvertretenden Verantwortlichen (Adjunkte) bestehen in der Unterstützung der Missionen des Zenterchefs/ der Zenterchefin und des/der Chef de Corps und ihre Vertretung im Abwesenheits- oder Verhinderungsfall.

Art. 16. Beisitzende. Die Beisitzenden werden durch geheime Wahl mit einfacher Mehrheit von der Generalversammlung bestimmt. Die Dauer des Mandats der gewählten Beisitzenden beträgt vier Jahre. Bei Stimmgleichheit entscheidet das Dienstaltes. Nach Ablauf ihres Mandates sind die Beisitzenden wiederwählbar.

Kandidaturen von neuen Bewerbern sowie den wiederwählbaren Beisitzenden müssen schriftlich spätestens fünf Tage vor dem Datum der Generalversammlung beim Zenterchef/ bei der Zenterchefin oder Chef de Corps angekommen sein.

Art. 17. Vergabe von Posten. Die Posten der Sektionschefs/ der Sektionschefinnen, der Beisitzenden, des Sekretärs/ der Sekretärin sowie des Kassierers/der Kassiererinnen werden separat bei den Vorstandswahlen ausgeschrieben und von der Generalversammlung gewählt.

Art. 18. Zusammenkünfte; Beschlussfähigkeit. Der Vorstand versammelt sich nach Einberufung durch den Zenterchef/ der Zenterchefin oder Chef de Corps des CISJU jedes Mal wenn dies im Interesse der Vereinigung nötig ist, oder wenn mindestens drei der Vorstandsmitglieder dies wünschen.

Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist. Ist eine Vorstandssitzung ein erstes Mal wegen Mangel an Teilnehmern nicht beschlussfähig, so ist sie es jedoch in jedem Fall, wenn sie ein zweites Mal einberufen wird.

Die Entscheidungen werden mit einfacher Mehrheit getroffen. Die Stimmenthaltungen werden zur Festlegung der notwendigen Mehrheit zur Annahme eines Beschlusses nicht mitgerechnet. Bei Stimmgleichheit entscheiden die gemeinsamen Stimmen von Zenterchef/-in und Chef de Corps. Sind Zenterchef/-in und Chef de Corps nicht der gleichen Meinung, wird die Entscheidung auf eine nächste Vorstandssitzung vertagt.

Der/die Sekretär/-in erstellt ein Protokoll der Vorstandssitzungen, das allen Vorstandsmitgliedern zur Einsicht gebracht wird. Nach Ermessen des Vorstandes können Abstimmungen in geheimer Wahl abgehalten werden.

Art. 19. Sekretär/-in; Kassierer/-in; Kassenrevisoren. Der/Die Sekretär/-in des Feuer- und Rettungszentrums unterstützt das hauptamtliche Mitglied bei seiner Arbeit und führt die Stammliste oder das Mitgliederverzeichnis. Er/Sie erledigt alle schriftlichen Arbeiten, wie Korrespondenz, Einberufung zu Generalversammlung, Vorstandssitzung, Ausgängen, Veranstaltungen, Übungen und Ausbildungskursen. Er/Sie verfasst die Berichte über Vorstandssitzungen und über Generalversammlungen. Nach Annahme der Berichte durch den Vorstand werden diese am Aushang veröffentlicht. Der Vorstand kann entscheiden, Personalfragen nicht zu veröffentlichen.

Der/Die Kassierer/-in versieht das Kassenwesen des Feuer- und Rettungszentrums. Er/Sie führt ordnungsgemäß Buch über Einnahmen und Ausgaben und legt Rechenschaft ab. Zahlungen werden geleistet und Rechnungen beglichen nach den vom Vorstand genehmigten Regeln. Er/Sie vertritt das Feuer- und Rettungszentrum gegenüber Geldinstituten bei allen laufenden Geschäften.

Kassen- und Buchführung werden jährlich von den Kassenrevisoren auf ihre Richtigkeit geprüft, sowie abgezeichnet. Nach erfolgter Prüfung berichten die Kassenrevisoren dem Vorstand und der Generalversammlung. Der/Die Kassierer/-in erhält Entlastung durch die Generalversammlung.

Der/Die Kassierer/-in hält das Kassen- und das Kontenbuch dem Vorstand zu jeder Zeit zur Einsicht bereit.

Die Kassenrevisoren werden von der Generalversammlung gemäß Artikel 34 bestimmt.

Art. 20. Wahlen. Die in Artikel 17 aufgeführten Mitglieder des Vorstandes werden in verschränkter Reihenfolge auf die Dauer von 4 Jahren von der in Artikel 26 festgelegten Generalversammlung in geheimer Wahl ermittelt. Diese teilweise Erneuerung des Vorstandes geschieht alle 2 Jahre und zwar so, dass die Wahl des Kassierers/ der Kassiererinnen und einer Hälfte der Beisitzenden in der Mitte der Amtszeit des Sekretärs/ der Sekretärin und der anderen Hälfte der Beisitzenden fällt, und umgekehrt.

Im Falle einer Nichtbestätigung oder eines erfolgreichen Misstrauensantrages gemäß Artikel 13, und gegebenenfalls einer Neubesetzung von einem der unter Artikel 12 a) bis e) aufgeführten ist das Ergebnis der Wahl umgehend der Gemeindeverwaltung, dem Generalsekretariat des Landesfeuerwehrverbandes (über den zuständigen Regionalverband) sowie der Administration des Services de Secours schriftlich mitzuteilen.

Bei eventueller Stimmgleichheit bei sämtlichen Wahlen erfolgt ein zweiter Wahlgang. Bleibt die Stimmgleichheit bestehen, entscheidet das Dienstaltes der Kandidaten im Feuer- und Rettungszentrum.

Art. 21. Kandidaturen. Kandidaten für einen Vorstandsposten müssen großjährig und wenigstens ein volles Jahr Mitglied des CISJU sein.

Kandidaten für einen der unter Artikel 15 vorgesehenen Posten müssen die gesetzlichen Bestimmungen der Administration des Services de Secours, sowie die vom Landesfeuerwehrverband vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Kandidaten für einen der unter Artikel 23 vorgesehenen Posten müssen die gesetzlichen Bestimmungen der Administration des Services de Secours, sowie die vom Landesfeuerwehrverband vorgesehenen Bedingungen erfüllen oder sich verpflichten, diesen binnen zwei Jahren nach ihrer Wahl nachgekommen zu sein.

Des Weiteren müssen die Kandidaten aktiv und regelmäßig am Übungs- und Bereitschaftsdienst teilgenommen haben und dem Anforderungsprofil des CISJU genügen, welches über internes Reglement festgelegt wird.

Art. 22. Vorstandsmitgliedschaft. Die Vorstandsmitglieder treten aus ihrem Amt aus durch:

a) Tod,

- b) freiwilligen Austritt,
- c) Abberufung,
- d) Ausschluss,
- e) Erreichen der vorgesehenen Altersgrenze.

Im Falle des Ausscheidens des Zenterchefs bzw. der Zenterchefin oder des/der Chef de corps übernimmt der/die jeweilige Adjunkt das Amt bis zur definitiven Ernennung eines/-r Nachfolgers/-in durch den/die Innenminister/-in, respektive der Gemeinde Junglinster. Wird ein anderer Vorstandsposten während des Geschäftsjahres frei, so liegt es im Ermessen des Vorstandes diesen Posten neu zu besetzen, unbeschadet der Bestätigung durch die nächste Generalversammlung, oder eine außerordentliche Generalversammlung zwecks Neubesetzung dieses Postens einzuberufen.

Im Falle einer Neubesetzung vor Ablauf der normalen Mandatsdauer übernimmt das neue Vorstandsmitglied den Posten für die restliche Mandatsdauer.

Fehlt ein Vorstandsmitglied unentschuldigt bei drei aufeinanderfolgenden Vorstandssitzungen, so scheidet es automatisch aus dem Vorstand aus.

Ein vorzeitig auf eigenen Wunsch hin, austretendes Vorstandsmitglied muss schriftlich beim/ bei der Zenterchef/-in oder Chef de Corps demissionieren.

Kapitel IV. Zusätzliche statutarische und Technische Posten

Art. 23. Sektionen; Sektionschefs/-innen. Die Ambulanzeinheit sowie die Sauvetage- und Feuerweereinheit werden jeweils in Sektionen aufgeteilt. Eine Sektion besteht aus 8 Personen und dem/der Sektionschef/-in. Aus der Zahl der Sektionen ergibt sich die Anzahl der Sektionschefs/-chefinnen.

Die Sektionschefs/-chefinnen werden in verschränkter Reihenfolge auf die Dauer von vier Jahren in geheimer Wahl ermittelt. Die aktiven Mitglieder sind nur stimmberechtigt für die Wahl der Sektionschefs/-innen der Einheit in welcher sie Dienst tun. Diese teilweise Erneuerung geschieht alle zwei Jahre und zwar so, dass die Wahl der einen Hälfte der Sektionschefs/-innen in die Mitte der Amtszeit der anderen Hälfte fällt.

Die Sektionschefs/-innen

- unterstützen den/die Zenterchef/-in und Chef de Corps und ihre Adjunkte bei der Ausbildung und im Einsatz,
- vertreten diese im Abwesenheits- und Verhinderungsfall. Diese Aufgabe wird jeweils vom/ von der Dienstältesten Sektionschef/-in wahrgenommen.

Art. 24. Jugendfeuerwehr; Jugendleiter/-innen im Feuerwehrwesen. Eine Jugendfeuerwehr soll nach Möglichkeit und gemäß dem Reglement der Nationalen Jugendkommission gegründet und gefördert werden. Neben dem Feuerwehrwesen hat die Jugendfeuerwehr außerdem die Aufgabe, seine Mitglieder in die Themenfelder des Ambulanz- und Sauvetagedienstes heranzuführen.

Der/die Jugendleiter/-in sichert die Ausbildung der Jugendfeuerwehr, untersteht dem/der Chef de Corps und dem bzw. der Zenterchef/-in und legt diesen Rechenschaft ab.

Der/die Jugendleiter/-in und seine/ihre Adjunkte müssen die durch den Landesfeuerwehrverband vorgesehenen Bedingungen erfüllen oder sich verpflichten, diesen binnen zwei Jahren nach ihrer Ernennung nachgekommen zu sein. Sie werden vom Vorstand ernannt.

Art. 25. Gerätewarte/-innen. Die Gerätewarte/-innen sind verantwortlich für den ihnen zugewiesenen Aufgabenbereich. Sie unterstehen dem/der Zenterchef/-in und dem/der Chef de Corps und legen diesen Rechenschaft ab. Die Gerätewarte/-innen werden durch den Vorstand auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Anzahl und Aufgaben der zu bestimmenden Gerätewarte/-innen liegen im Ermessen des Vorstandes.

Die ehrenamtlichen Gerätewarte/-innen können in ihrer Arbeit durch einen oder mehrere hauptamtliche Gerätewarte/-innen unterstützt werden. Die Aufgabenverteilung wird über ein internes Reglement festgelegt.

Art. 25bis. Groupe volontaire. Die „Groupe volontaire“ besteht aus Beamten, Angestellten und Arbeitern der Gemeinde Junglinster, welche sich freiwillig dazu verpflichtet haben, am Einsatzdienst des Feuer- und Rettungszentrums mitzuwirken. Sie sind keine Mitglieder der Vereinigung CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS JUNGLINSTER asbl. Sie unterliegen der vom Schöffenrat verabschiedeten Dienstanweisung, sowie den einschlägigen Reglementen der Administration des Services de Secours. Jedes Mitglied der „Groupe volontaire“ wird automatisch Mitglied der Division de la Protection Civile der Administration des Services de Secours, sowie des Landesfeuerwehrverbandes.

Mitglieder der „Groupe volontaire“, welche die Bestimmungen des Artikel 21 erfüllen, können sich für den Posten des Sektionschefs/ der Sektionschefin bewerben. Des weiteren sind die Mitglieder der „Groupe volontaire“ bei der Wahl der Sektionschefs/Sektionschefinnen gemäß Artikel 23 stimmberechtigt.

Kapitel V. Generalversammlung und Mitgliederversammlung

Art. 26. Zeitpunkt. Die alljährliche ordentliche Generalversammlung muss im ersten Drittel des Jahres abgehalten werden.

Neben der ordentlichen Generalversammlung werden in der Regel mindestens zwei Mitgliederversammlungen jährlich einberufen.

Art. 27. Einberufung. Eine außerordentliche Generalversammlung kann jederzeit auf Wunsch des Vorstandes hin einberufen werden.

Aufgrund einer schriftlichen und begründeten, von wenigstens einem Fünftel der aktiven Mitglieder unterschriebenen Anfrage, muss innerhalb eines Monats vom Vorstand eine außergewöhnliche Generalversammlung oder eine Mitgliederversammlung einberufen werden.

Die Einberufung einer Generalversammlung oder einer Mitgliederversammlung und ihre Tagesordnung muss den Mitgliedern mindestens zehn Tage im Voraus schriftlich vom Vorstand mitgeteilt werden. Bei jedem außergewöhnlichen oder dringenden Fall, nach Ermessen des Vorstandes, kann die Frist von zehn Tagen gekürzt werden.

Zu den Mitgliederversammlungen können nur die aktiven Mitglieder eingeladen werden.

Art. 28. Tagesordnung. Der Vorstand bestimmt die Tagesordnung der Generalversammlung und der Mitgliederversammlung. Alle Vorschläge, welche von einem Zehntel der Mitglieder des Feuer- und Rettungszentrums unterschrieben sind, müssen auf die Tagesordnung gesetzt werden, wenn sie bis spätestens 14 Tage vor dem Datum der Generalversammlung oder der Mitgliederversammlung beim/ bei der Zenterchef/-in oder Chef de Corps eingebracht wurden.

Beschlüsse der Generalversammlung über Punkte, die nicht auf der Tagesordnung stehen, können nur gefasst werden, wenn die Generalversammlung beschlussfähig ist und mindestens zwei Drittel der anwesenden Mitglieder dies so bestimmen. Dabei darf kein Beschluss über die unter Artikel 31 (Statutenänderung) aufgeführten Punkte gefasst werden.

Eine Mitgliederversammlung ist nicht befugt, Entscheidungen zu treffen, welche der Generalversammlung vorbehalten sind.

Art. 29. Aufgaben. Die Generalversammlung hat folgende Aufgaben:

- a) Wahl der Vorstandsmitglieder (falls erforderlich),
- b) Bestätigung der Sektionschefs/-innen,
- c) Genehmigung des Tätigkeitsberichts,
- d) Genehmigung der Kassen- und Kassenprüfberichte,
- e) Entlastung des/der Kassierers/-in,
- f) Wahl der Kassenrevisoren/-innen,
- g) Genehmigung des Budgets und die Festlegung der Mitgliedsbeiträge,
- h) Entlastung des Vorstandes,
- i) Beratung und Beschlussfassung über eingebrachte Anträge, j) Annahme eventuell erforderlicher Statutenänderungen,
- k) Alle Punkte die der Generalversammlung gemäß Gesetz vom 21. April 1928 vorbehalten sind,
- l) Auflösung der Vereinigung gemäß Art. 20 und 21 des Gesetzes vom 21. April 1928.

Die Mitgliederversammlung hat unter anderem, folgende Aufgaben:

- a) Annahme der vom Vorstand vorgeschlagenen, internen Reglemente,
- b) Diskussion von verschiedenen, das Feuer- und Rettungszentrum betreffenden, Problemen,
- c) Hinweis auf bzw. Mitteilung von Dienstanweisungen,
- d) Organisation bzw. Vorbereitung von Aktivitäten jeglicher Art des Feuer- und Rettungszentrums.

Art. 30. Ablauf. Die Generalversammlung beziehungsweise die Mitgliederversammlung wird vom/ von der Zenterchef/-in oder dem/der Chef de Corps geleitet. Die Generalversammlung ist öffentlich. Die Mitgliederversammlung ist nicht öffentlich.

Die Generalversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der stimmberechtigten Mitglieder anwesend ist. Ist dies nicht der Fall, so muss innerhalb von drei Wochen eine außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung einberufen werden, welche in jedem Fall beschlussfähig ist.

Die Mitgliederversammlung ist in jedem Fall beschlussfähig.

Jedes anwesende stimmberechtigte Mitglied verfügt über eine Stimme. Schriftliche Vollmachten von abwesenden Mitgliedern sind nicht erlaubt.

Ungültige Wahlzettel werden nicht gezählt.

Wahlzettel gelten als ungültig, wenn:

- a) die abgegebenen Stimmen die zulässige Anzahl abgebender Stimmen überschreiten;
- b) sie neben oder anstelle der zulässigen Stimmabgabe (welche mittels (+) oder (X) ausgedrückt wird) durch andere Zeichen, Streichungen oder Merkmale kenntlich gemacht wurden;
- c) sie keine Stimmabgabe enthalten.

Die Generalversammlung fasst alle Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Einzige Ausnahme hierzu sind Statutenänderungen (gemäß Artikel 31). Falls mehr als ein Viertel der anwesenden Mitglieder es wünscht, muss in geheimer Wahl zum betreffenden Punkt abgestimmt werden.

Die Auflösung des Feuer- und Rettungszentrums wird wie eine Statutenänderung gehandhabt.

Alle Beschlüsse der Mitgliederversammlung werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Enthaltungen werden nicht berücksichtigt.

Stimmgleichheit bedeutet Ablehnung.

Art. 31. Statutenänderung. Über eine eventuelle Statutenänderung entscheidet die Generalversammlung. Die Generalversammlung kann die Statuten nur abändern, wenn die zur Änderung anstehenden Punkte in der Einberufung zur Generalversammlung aufgeführt sind und wenn zwei Drittel der aktiven Mitglieder anwesend sind.

Wenn keine zwei Drittel der Mitglieder anwesend sind, kann eine zweite Generalversammlung einberufen werden, wobei die Hälfte der Mitglieder anwesend sein muss. Hier ist eine zwei Drittel Mehrheit der anwesenden Mitglieder bei der Abstimmung erforderlich, unabhängig von der Zahl der abgegebenen Stimmen. Enthaltungen werden nicht berücksichtigt.

Kapitel VI. Finanzen

Art. 32. Einkünfte. Die Einkünfte bestehen unter anderem aus:

- a) Subsidien,
- b) Geldspenden,
- c) Aufwandsentschädigungen,
- d) Einkünfte aus Manifestationen.

Die Einkünfte gelangen vollständig in den Besitz der Vereinigung. Der Vorstand ist zuständig für die Verwaltung dieser Einkünfte. Verantwortlich für das Führen der Kasse ist der/die Kassierer/-in.

Art. 33. Finanzoperationen. Nur der/ die Kassierer/-in, der/die Zenterchef/-in oder der/die Chef de Corps des CISJU sind ermächtigt, Geld von den Konten oder Sparbüchern der Vereinigung abzuheben und Banküberweisungen zu tätigen. Ausnahmen hierzu kann der Vorstand zeitlich begrenzt und für genau definierte Zwecke beschließen.

Art. 34. Kassenrevisoren. Die Generalversammlung wählt zwei Kassenrevisoren/-innen, welche

- a) dem Vorstand nicht angehören dürfen,
- b) aktives oder inaktives Mitglied sein müssen,
- c) nicht im ersten oder zweiten Verwandtschaftsgrad zum/ zur Kassierer/-in stehen dürfen,
- d) nicht (Ehe)Partner des/der Kassierers/-in sein dürfen.

Die Wahl geschieht jährlich per Akklamation, oder - wenn sich mehr Kandidaten melden - durch geheime Wahl. Bei Stimmgleichheit entscheidet das Dienstalter (nur die aktive Zeit).

Ihre Aufgabe besteht darin, den Kassenbericht, den der/die Kassierer/-in der Generalversammlung zur Abstimmung vorlegt, zu kontrollieren, und der Generalversammlung und dem Vorstand einen mündlichen Bericht über das Resultat dieser Kontrolle zu machen.

Sämtliche Dokumente, welche sie zur Kontrolle der Kasse benötigen, müssen Ihnen vor dem Datum der Generalversammlung zur Verfügung stehen. Zur Kontrolle der Kasse müssen mindestens 2 Kassenrevisoren/-innen anwesend sein.

Eine Kontrolle der Kasse kann auch jederzeit vom Zenterchef bzw. von der Zenterchefin und/oder Chef de Corps zusammen mit einem anderen Vorstandsmitglied durchgeführt werden. Dies kann auf Wunsch des/der Zenterchef/-in oder Chef de Corps oder auf Wunsch der Mehrheit der Vorstandsmitglieder geschehen.

Art. 35. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

Kapitel VII. Zusätzliche Bestimmungen

Art. 36. Haftung. Das Feuer- und Rettungszentrum übernimmt keine Haftung für eventuelle im Dienst erlittene Schäden. Schadensansprüche können nur nach den geltenden gesetzlichen oder reglementarischen Regeln gestellt werden.

Art. 37. Interne Bestimmungen. Interne Bestimmungen, welche die Organisation verschiedener Aktivitäten der Vereinigung erleichtern, können jederzeit vom Vorstand erlassen werden.

Art. 38. Gültigkeit. Die Statuten, 42 Artikel begreifend, wurden in der außerordentlichen Generalversammlung vom 11. März 2013, von den Mitglieder des CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS JUNGLINSTER gebilligt und werden somit ab diesem Datum für die Belange der Vereinigung gültig.

Art. 39. Rechte und Verpflichtungen. Die CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS JUNGLINSTER a.s.b.l. übernimmt alle Rechte und Pflichten der im Jahr 2007 gegründeten CENTRE D'INTERVENTION JUNGLINSTER a.s.b.l.

Art. 40. Datenschutz. Jedes Mitglied der CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS JUNGLINSTER a.s.b.l. erklärt sich bereit, dass - gemäß dem Gesetz vom 2. August 2002 über den Datenschutz - seine persönlichen Daten in elektronischer Form gespeichert werden und diese an die Administration des Services de Secours weitergegeben werden.

Art. 41. Nicht vorgesehene Fälle. Für alle, in den vorstehenden Satzungen nicht ausdrücklich vorgesehenen Fälle gelten die allgemeinen Bestimmungen des Gesetzes vom 21. April 1928 über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck, die Richtlinien der Administration des Services de Secours sowie die Satzungen und Richtlinien des Landesfeuerwehrverbandes.

Art. 42. Auflösung. Nach Auflösung der Vereinigung gemäß Artikel 31 gehen sämtliche Vermögenswerte, welche zu diesem Zeitpunkt in ihrem Besitz sind, nach Begleichung aller ausstehenden Rechnungen, an die Gemeindeverwaltung Junglinster mit dem Auftrag, dieselben einem neuzugründenden Rettungsdienst zu übergeben.

Junglinster, am 11. März 2013.

Référence de publication: 2013171911/444.

(130209783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Polyvotis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 240.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 159.657.

—
RECTIFICATIF

Remplace le dépôt L130208624 déposé le 09/12/2013

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013175074/12.

(130213189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Helvetic Clinics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 174.796.

—
Extrait de la décision du conseil d'administration

En date du 1^{er} novembre 2013, le conseil d'administration a nommé M. Peter Bun, demeurant professionnellement au 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, en tant qu'administrateur jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 16/12/2013.

Référence de publication: 2013175763/13.

(130214470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

AEIF LH Sub 07 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 138.370.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 13 décembre 2013, l'associé unique a décidé de clôturer la liquidation et a pris acte que la Société en liquidation a définitivement cessé d'exister.

L'associé unique décide que les livres et les documents sociaux de la Société seront conservés pour une durée d'au moins cinq ans au siège social de la société AEIF Luxembourg Holdings S.à r.l., domiciliée au 6 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg dès la date de publication de la clôture de la liquidation au Mémorial C du Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Référence de publication: 2013176445/17.

(130215895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

JÖRG BRAUSCH - MALER und STUCKATEUR Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 110, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 181.858.

STATUTEN

Im Jahre zwei tausend und dreizehn, den vierzehnten November.

Vor Uns Christine DOERNER, Notar im Amtssitz zu Bettemburg.

Ist erschienen:

Herr Jörg BRAUSCH, Maler- und Stuckateurmeister, geboren zu Mettlach (Deutschland), am 25. Juni 1962 (no matricule 19620625372), wohnhaft in D-66663 Merzig (Deutschland), zum Sonnenwald 24;

Dieser Erschienene ersuchte den instrumentierenden Notar, die Satzungen einer von ihm zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée unipersonnelle) wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Der vorbenannte Komparent errichtet hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „JÖRG BRAUSCH - MALER und STUCKATEUR Sàrl“.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in Schengen. Der Gesellschaftssitz kann durch einfachen Beschluss des Gesellschafters an jeden anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Betreibung eines Maler- und Stuckateurunternehmens, sowie jede Art von Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt oder denselben fördern kann.

Art. 4. Die Gesellschaft hat eine unbestimmte Dauer.

Art. 5. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (12.500.- Euro) und ist eingeteilt in HUNDERT (100) Geschäftsanteile zu je EINHUNDERTFÜNFUNDZWANZIG EURO (125.- Euro).

Diese Geschäftsanteile werden ganz durch den vorgenannten Gesellschafter gezeichnet.

Die Geschäftsanteile wurden voll in barem Gelde eingezahlt sodass ab heute der Gesellschaft die Summe von zur Verfügung steht, so wie dies dem unterfertigten Notar nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich feststellt.

Art. 7. Jeder Geschäftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva und an den Gewinnen der Gesellschaft.

Art. 8. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen. Sie werden von dem Gesellschafter ernannt und abberufen.

Der Gesellschafter bestimmt die Befugnisse der Geschäftsführer.

Falls der Gesellschafter nicht anders bestimmt, haben die Geschäftsführer sämtliche Befugnisse, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln.

Art. 9. Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft sind die Geschäftsführer als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 10. Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit des Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Gläubiger, Berechtigte und Erben des verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen. Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die, in der letzten Bilanz aufgeführten Werte halten.

Art. 11. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Der Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- Fünf Prozent (5,00 %) des Gewinnes werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen;

- Der verbleibende Betrag steht dem Gesellschafter zur Verfügung.

Art. 12. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die

Liquidation von einem oder mehreren, von dem Gesellschafter ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Der Gesellschafter bestimmt über die Befugnisse der Liquidatoren.

Art. 13. Für alle Punkte, welche nicht in diesen Satzungen festgelegt sind, verweist der Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Schätzung der Gründungskosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf EINTAUSENDZWEIHUNDERTFÜNFZIG EURO (1.250.-Euro) abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschliessend an die Gründung hat der Gesellschafter sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich L-5445 Schengen, 110, route du Vin;
- zum Geschäftsführer der Gesellschaft wird ernannt Herr Jörg BRAUSCH, vorgeannt;
- Die Gesellschaft ist rechtsgültig vertreten durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers Herrn Jörg BRAUSCH, vorgeannt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen zu Bettembourg, in der Amtsstube.

Und nach Vorlesung an alle Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle Erschienenen gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: Brausch, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette le 15 novembre 2013. Relation: EAC/2013/14825. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 20 novembre 2013.

Christine DOERNER.

Référence de publication: 2013165268/75.

(130201711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

RA Patrimoine, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 85.786.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013173539/11.

(130211193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Powerwave Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 181.099.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 11 décembre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013173479/11.

(130211373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

New York Life Investment Management Europe, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 180.524.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Référence de publication: 2013173420/11.

(130211253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Karen Consulting SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 182.315.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, am sechszwanzigsten November.

Vor Uns Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz zu Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

- Klaus Dieter MEYER, Industriefachwirt, wohnhaft zu D-66849 Landstuhl, Ladestraße 4.

Welcher Komparent den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer von ihm zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Die Gesellschaftsbezeichnung lautet: "Karen Consulting SARL".

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Art. 3. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Abwicklung von kommerziellen, industriellen und finanziellen Geschäften, unter welcher Form auch immer, aller Geschäfte welche sich auf Mobiliar- und Immobilienwerte beziehen sowie die Beteiligung an anderen Gesellschaften.

Desweiteren kann sie Gesellschaften an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung gewähren, sei es durch Darlehen, Garantien und Vorschüsse.

Die Gesellschaft kann alle Arten von Wertpapieren und Rechten erwerben, dieselben verwalten und verwerten.

Die Gesellschaft kann generell alle Tätigkeiten und Geschäfte betreiben welche mittelbar oder unmittelbar mit ihrem Gesellschaftszweck zusammenhängen.

Art. 4. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLFTAUSEND FÜNFHUNDERT EURO (12.500,- €) und ist in EINHUNDERTFÜNFUNDZWANZIG (125) Anteile von je EINHUNDERT EURO (100,- €) eingeteilt.

Art. 6. Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar.

Sie können nur unter Lebenden oder von Todes wegen an Nichtgesellschafter abgetreten werden gemäss den Bestimmungen von Artikel 189 von dem koordinierten Text des Gesetzes vom 10. August 1915 und der diesbezüglichen Abänderungsgesetze.

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, deren Zahl, Amtsdauer und Befugnisse durch die Generalversammlung festgesetzt werden und die zu jeder Zeit durch letztere abberufen werden können, ohne Angabe von Gründen.

Art. 8. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 9. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Komparenten auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt ausnahmsweise heute und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Einzahlung

Das Gesellschaftskapital wurde wie folgt gezeichnet und zugeteilt:

- Klaus Dieter MEYER, vorgenannt, einhundertfünfundzwanzig Anteile	125
Total: Einhundertfünfundzwanzig Anteile	125

Alle Anteile wurden vollständig und in bar eingezahlt, so daß der Betrag von ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (12.500,- €) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht.

Schätzung der Gründerkosten

Die der Gesellschaft aus Anlaß ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden von den Parteien auf ACHTHUNDERT EURO (800,- €) abgeschätzt.

Generalversammlung

Sodann nimmt der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
 - 2) Die Zahl der Geschäftsführer wird festgelegt auf einen (1). Wird zum Geschäftsführer ernannt:
- Klaus Dieter MEYER, Industriefachwirt, wohnhaft zu D-66849 Landstuhl, Ladestraße 4.
- Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber verpflichtet durch die Unterschrift des Geschäftsführers.

Worüber Urkunde, Errichtet wurde zu Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Und nach Vorlesung und Erklärung an die Erschienene hat dieselbe Uns Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: MEYER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 novembre 2013. Relation: LAC / 2013 / 54228. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Référence de publication: 2013172345/63.

(130209715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Eastbirds, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 50.539.

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 10 décembre 2013 que Monsieur Stef Oostvogels, né le 21 avril 1962 à Bruxelles (Belgique), et demeurant 1, rue Spierzelt, L-8063 Bertrange a été nommé administrateur délégué avec effet immédiat et ce pour une durée de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Référence de publication: 2013175614/12.

(130214401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Classy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4808 Rodange, 80, Chemin de Brouck.

R.C.S. Luxembourg B 128.285.

Les comptes annuels de la société au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

L'Administrateur délégué

Référence de publication: 2013175523/13.

(130214683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Final S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 53.431.

Le bilan abrégé au 31 août 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013175673/10.

(130214092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Fiaccom, Société Anonyme.

Siège social: L-1215 Luxembourg, 32, rue de la Barrière.
R.C.S. Luxembourg B 86.307.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013175665/10.

(130214161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Herschel Capital Advisors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 163.560.

In the year two thousand thirteen, on the twenty-sixth day of November.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held the Extraordinary General Shareholders' Meeting of the company "Herschel Capital Advisors S.A." a société anonyme having its registered office at 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, incorporated on 2 August 2011, pursuant to a deed received by Maître Jacques DELVAUX, then notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2743 of 10 November 2011, registered with the Luxembourg Trade and Companies register at section B under number 163560. The Articles of Incorporation of the company have been amended on 25 August 2011 pursuant to a deed received by the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2897 of 26 November 2011.

The meeting is opened and presided over by Christine Picco, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary Audrey Petrini, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Audrey Petrini, prenamed.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

1.- Decision to put the company into liquidation.

2.- Appointment of Morwel Limited, having its registered office at P.O. Box 375, Road Town, Tortola, BVI, as liquidator and determination of its powers.

II) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, which, signed by the shareholders present and by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time by the registration authority.

The proxies given by the represented shareholders after having been signed *ne varietur* by the shareholders present, by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

III) As appears from the attendance list, the three hundred eight (308) class A shares, one (1) class B share and one (1) class C share with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100,-) each, representing the whole share capital of the Company are present or duly represented at the present extraordinary general meeting.

IV) The Chairman states that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously takes the following resolutions:

First resolution

In compliance with the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the Meeting decides to dissolve the Company.

Second resolution

As a consequence of the above taken resolution, the Meeting decides to appoint as liquidator:

Morwel Limited, having its registered office at P.O. Box 375, Road Town, Tortola, BVI.

The liquidator has the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148 bis of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

He may accomplish all the acts provided for by Article 145 without requesting the authorization of the shareholders in the cases in which it is requested.

He may exempt the registrar of mortgages to take registration automatically; renounce all the real rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; remove the attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

He may, under his responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of his powers he determines and for the period he will fix.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 800.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le vingt-six novembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, sous-signée.

Se réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société «Herschel Capital Advisors S.A.», une société anonyme ayant son siège social au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, constituée le 2 août 2011, suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2743 du 10 novembre 2011, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 163560. Les statuts de la société ont été modifiés le 25 août 2011 suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2897 du 26 novembre 2011.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu en date du 27 décembre 2007 suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 615 du 12 août 2008.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Christine PICCO, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le Président nomme comme secrétaire Audrey PETRINI, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Audrey PETRINI, prénommée.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et requiert au notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Décision sur la mise en liquidation éventuelle de la société.

2.- Le cas échéant, nomination de Morwel Limited, ayant son siège social à P.O. Box 375, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, comme liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

II) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront aussi annexées au présent acte.

III) Il appert de la liste de présence que les trois cent huit (308) actions de classe A, une (1) action de classe B et une (1) action de classe C chacune ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100.-), représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le Président constate que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée cette dernière prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, l'Assemblée décide de dissoudre la Société.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Assemblée décide de nommer en qualité de liquidateur:

Morwel Limited, ayant son siège social à P.O. Box 375, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation des actionnaires dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilégiés, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ EUR 800.-.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. PICCO, A. PETRINI, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 28 novembre 2013. Relation: RED/2013/2036. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 03 décembre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013168258/135.

(130205280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Fleet Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.815.

Par résolutions signées en date du 13 novembre 2013, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Jacek Slotala, avec adresse au 4/60, Mochnackiego, 02-042 Varsovie, Pologne de son mandat d'Administrateur de catégorie A, avec effet au 30 avril 2013;

2. Acceptation de la démission d'Arthur Gabor, avec adresse au 8, Koscielna, 05510 Konstancin-Jeziorna, Pologne de son mandat d'Administrateur de catégorie A, avec effet au 30 avril 2013;

3. Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes d'Alter Domus Luxembourg S.à.r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2013.

Référence de publication: 2013176711/17.

(130215701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Everfin Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 21.111.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013176702/10.

(130215961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

**Areo S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation,
(anc. Auster Real Estate Opportunities S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 158.948.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND THIRTEEN,
ON THE TWENTY-FIFTH DAY OF THE MONTH OF NOVEMBER,

before Maître Cosita Delvaux, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "AREO S.à r.l." (formerly known as Auster Real Estate Opportunities S.à r.l.), a société à responsabilité limitée having its registered office at 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (the "Company"), incorporated on 6 January 2011 by deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") number 969 of 11 May 2011. The articles of association of the Company were last amended on 15 November 2013 by deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial.

The meeting was presided by Maître Mariya Gadzhalova, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

Maître Milène Drweski, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, was appointed as secretary and as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the proxyholders, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. Said list will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

As it appeared from said attendance list, all twelve thousand (12,000) Ordinary Shares, one hundred (100) Compartment A Shares, one hundred (100) Compartment B Shares, one hundred (100) Compartment C Shares, one hundred (100) Compartment D Shares, one hundred (100) Compartment E Shares and one (1) Compartment 4 Share in issue in the Company representing the entire issued share capital were represented at the general meeting and the shareholders declared that they had prior knowledge of the agenda and having waived any convening formalities so that the meeting was validly constituted and able to validly decide on all the items of the agenda below.

2. The agenda of the meeting was as follows:

- Ratification of all resolutions adopted by the extraordinary general meeting of the Company held on 6 August 2013 enacted as notarial deed of the undersigned notary dated 6 August 2013 (number 696, registered in Redange-sur-Attert on 7 August 2013, RED/2013/1314) and in particular the restructuring of the share capital by the creation of a new compartment 4 and the issue and subscription by Chenavari Investment Managers Holdings, an existing shareholder of the company, of one (1) new share of one (1) euro in compartment 4 and the subsequent amendment of article 8 of the articles of incorporation: "Art. 8. The Company's share capital is set at EUR 12,501 (twelve thousand five hundred and one Euro)r represented by 12,501 (twelve thousand five hundred and one) shares, each with a nominal value of EUR 1 (one Euro)r divided in the following classes of shares:

- 12,000 (twelve thousand) ordinary shares called "Ordinary Shares";
 - 100 (one hundred) A shares linked to compartment A called "Compartment A Shares";
 - 100 (one hundred) B shares linked to compartment B called "Compartment B Shares";
 - 100 (one hundred) C shares linked to compartment C called "Compartment C Shares";
 - 100 (one hundred) D shares linked to compartment D called "Compartment D Shares";
 - 100 (one hundred) E shares linked to compartment E called "Compartment E Shares"; and
 - 1 (one) 4 share linked to compartment 4 called "Compartment 4 Share";
- (together, the "Shares").

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles."

After deliberation the meeting unanimously resolved as follows:

Sole resolution

The general meeting of the shareholders of the Company resolved to ratify all resolutions adopted by the extraordinary general meeting of the Company held on 6 August 2013 enacted as notarial deed of the undersigned notary dated 6 August 2013 (number 696, registered in Redange-sur-Attert on 7 August 2013, RED/2013/1314) and in particular and in particular the restructuring of the share capital by the creation of a new compartment 4 and the issue and subscription by Chenavari Investment

Managers Holdings, an existing shareholder of the company, of one (1) new share of one (1) euro in compartment 4 and the subsequent amendment of article 8 of the articles of incorporation as set forth in the agenda.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 650.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'AN DEUX MILLE TREIZE,

LE VINGT-CINQUIEME JOUR DU MOIS DE NOVEMBRE,

Par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des associés de «AREO S.à r.l.» (anciennement Auster Real Estate Opportunities S.à r.l.) (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, constituée le 6 janvier 2011 suivant acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») numéro 969 du 11 mai 2011. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 15 novembre 2013 suivant acte du notaire instrumentant, prénommé, pas encore publié.

L'assemblée a été présidée par Maître Mariya Gadzhalova, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Maître Milène Drweski, maître en droit, demeurant à professionnellement à Luxembourg, fut nommé comme secrétaire et scrutateur.

Le bureau de l'assemblée ayant été constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les associés représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont repris dans une liste de présence signée par les mandataires, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste restera annexée au présent acte pour être soumise aux autorités de l'enregistrement.

Selon ladite liste de présence, toutes les douze mille (12.000) Parts Sociales Ordinaires, cent (100) Parts Sociales du Compartiment A, cent (100) Parts Sociales du Compartiment B, cent (100) Parts Sociales du Compartiment C, cent (100) Parts Sociales du Compartiment D et cent (100) Parts Sociales du Compartiment E et une (1) Part Sociale du Compartiment 4 en émission dans la Société représentant l'intégralité du capital social étaient représentées à l'assemblée générale et que les associés de la Société ont déclaré avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour et renoncer aux formalités de convocation préalable de sorte que l'assemblée était valablement constituée et pouvait valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

2. L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

- Ratification de toutes les résolutions adaptées par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 6 août 2013 promulgué suivant acte du notaire instrumentant daté du 6 août 2013 (numéro 696, enregistré à Redange-sur-Attert le 7 août 2013, RED/2013/1314) et en particulier la restructuration du capital par la création du compartiment 4 et l'émission et souscription par Chenavari Investment Managers Holdings, un associé existant de la société, d'une (1) nouvelle part sociale d'un (1) euro dans le compartiment 4 et la modification subséquente de l'article 8 des statuts «Art. 8. Le capital social est fixé à 12.501 EUR (douze mille cinq cent et un Euros) représenté par 12.501 (douze mille cinq cent et une) parts sociales chacune d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) divisées en classes suivantes:

- 12.000 (douze mille) parts sociales ordinaires dénommées «Parts Sociales Ordinaires»;

- 100 (cent) parts sociales A rattachées au compartiment A dénommées «Parts Sociales du Compartiment A»;

- 100 (cent) parts sociales B rattachées au compartiment B dénommées «Parts Sociales du Compartiment B»;
 - 100 (cent) parts sociales C rattachées au compartiment C dénommées «Parts Sociales du Compartiment C»;
 - 100 (cent) parts sociales D rattachées au compartiment D dénommées «Parts Sociales du Compartiment D»;
 - 100 (cent) parts sociales E rattachées au compartiment E dénommées «Parts Sociales du Compartiment E»; et
 - 1 (une) part sociale 4 rattachée au compartiment 4 dénommée «Part Sociale du Compartiment 4»;
- (ensemble, les «Parts Sociales»).

Le montant du capital de la Société peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) prise dans les formes requises pour la modification des Statuts.»

Après délibération, l'assemblée a décidé à l'unanimité ce qui suit:

Résolution unique

L'assemblée générale des associés de la Société ont décidé de ratifier toutes les résolutions adoptées par l'assemblée générale des associés en date du 6 août 2013 promulgué suivant acte du notaire instrumentant daté du 6 août 2013 (numéro 696, enregistré à Redange-sur-Attert le 7 août 2013, RED/2013/1314) et en particulier la restructuration du capital par la création du compartiment 4 et l'émission et souscription par Chenavari Investment Managers Holdings, un associé existant de la société, d'une (1) nouvelle part sociale d'un (1) euro dans le compartiment 4 et la modification subséquente de l'article 8 des statuts comme indiqué dans l'ordre du jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunération ou charges, quelle que soit leur forme, seront payés par la Société sont estimés à EUR 650.-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes, ce procès-verbal est rédigé en anglais suivi par une traduction française, qu'à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise faisant foi.

DONT ACTE, fait à Luxembourg, date qu'en tête des présentes. Après avoir lu ce procès-verbal, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. GADZHALOVA, M. DRWESKI, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 27 novembre 2013. Relation: RED/2013/2024. Reçu soixante-quinze euros 75, 00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 29 novembre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013167123/136.

(130203520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Iapetos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 123.132.

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of November,

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of IAPETOS S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123.132 and having a share capital amounting to twenty-five thousand euro (EUR 25,000.-) (the Company).

THERE APPEARED:

- Change Capital Nominees Limited, a limited company registered under the laws of the United Kingdom, having its registered office at 272, Kings Road, GB - SW3 5AW Chelsea, London, United Kingdom, registered with the Register of England and Wales under number 576 8564 (Change Capital Nominees), and

- Change Capital Funds L.P., a limited partnership registered under the laws of the United Kingdom, having its registered office at 272, Kings Road, GB - SW3 5AW Chelsea, London, United Kingdom, registered with the Register of England and Wales under number OC308902 (Change Capital Funds),

Change Capital Nominees and Change Capital Funds are together referred to as the Shareholders and individually as a Shareholder.

The Shareholders are represented by Régis Galiotto, notary's clerk, whose professional address is Luxembourg, by virtue of a powers of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative(s) of the Shareholders and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Shareholders, represented as set out above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. That they are the Company's sole shareholders and that the Meeting is thus validly constituted and may deliberate on the items on the agenda, as set out below;

II. That the Company was incorporated pursuant to a deed enacted by Maître Paul Bettingen, notary then residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg on 14 December 2006 published on 2 March 2007 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Memorial), under number 285. The articles of association of the Company (the Articles) were amended for the last time pursuant to a deed also of Maître Paul Bettingen, notary then residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, on 30 May 2007, published on 23 August 2007 in the Memorial, under number 1785;

III. That the agenda of the Meeting is as follows:

1. Dissolution of the Company;
2. Appointment of the liquidator;
3. Powers of the liquidator;
4. Instructions to the liquidator.

IV. That the Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to dissolve the Company with immediate effect and to put it into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Shareholders resolve to appoint Flipscreen Limited, having its registered office at College House, 272 Kings Road, London, SW3 5AW, United Kingdom, registered with Companies House in England and Wales under number 06064158, as the Company's liquidator (the Liquidator). The Liquidator is empowered, by its sole signature, to do whatever is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

Third resolution

The Shareholders resolve to grant to the Liquidator all the powers set out in articles 144 and seq. of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The Liquidator is entitled to execute all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Shareholders. The Liquidator may, on its sole responsibility, delegate some of its powers to one or more persons or entities for specifically defined operations or tasks.

The Liquidator is authorised to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders, subject to the drawing-up of interim accounts.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to instruct the Liquidator to realise all the Company's assets on the best possible terms and to pay all its debts.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this notarial deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the Shareholders, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English text prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Shareholders' authorised representative.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour de novembre,

Par-devant le soussigné, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de IAPETOS S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, Grand-

Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.132 et disposant d'un capital social de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) (la Société).

ONT COMPARU:

- Change Capital Nominees Limited, une société constituée en vertu des lois du Royaume-Uni, ayant son siège social au 272, Kings Road, GB - SW3 5AW Chelsea, Londres, Royaume-Uni, immatriculée au Register of England and Wales sous le numéro 576 8564 (Change Capital Nominees), et

- Change Capital Funds L.P., une société en commandite constituée en vertu des lois du Royaume-Uni, ayant son siège social au 272, Kings Road, GB - SW3 5AW Chelsea, Londres, Royaume-Uni, immatriculée au Register of England and Wales sous le numéro OC308902 (Change Capital Funds),

Change Capital Nominees et Change Capital Funds sont ensemble désignés comme les Associés et individuellement comme un Associé.

Les Associés sont représentés par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé.

Après avoir été signées ne varietur par le(s) mandataire(s) des Associés et le notaire instrumentant, les procurations resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Qu'ils sont les seuls associés de la Société et que l'Assemblée est ainsi valablement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour, tels qu'indiqués ci-dessous;

II. Que la Société a été constituée suivant un acte de Maître Paul Bettingen, notaire de alors résidence Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg le 14 décembre 2006, publié le 2 mars 2007 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) numéro 285. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois également suivant un acte de Maître Paul Bettingen, notaire alors de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg, le 30 mai 2007, publié le 23 août 2007 au Mémorial, numéro 1785;

III. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Dissolution de la Société;
2. Nomination du liquidateur;
3. Pouvoirs du liquidateur;
4. Instructions au liquidateur;

IV. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

Les Associés décident de nommer Flipscreen Limited, dont le siège social se situe à College House, 272 Kings Road, Londres, SW3 5AW, Royaume-Uni, immatriculée au Companies House in England and Wales sous le numéro 06064158, en tant que liquidateur de la Société (le Liquidateur). Le Liquidateur est autorisé à accomplir, sous sa seule signature, tout ce qui est nécessaire à la liquidation de la Société et à la réalisation de ses actifs.

Troisième résolution

Les Associés décident d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et à exécuter toutes les opérations, y compris celles prévues à l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable des Associés. Le Liquidateur peut déléguer, sous sa seule responsabilité, certains de ses pouvoirs, pour des opérations ou des tâches spécifiquement définies, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser aux Associés des acomptes sur le boni de liquidation, à condition que des comptes intérimaires soient établis.

Quatrième résolution

Les Associés décident d'autoriser le Liquidateur à procéder dans les meilleures conditions à la réalisation de l'actif et au paiement de toutes les dettes de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toute nature que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte s'élèvent approximativement à mille cinq cents Euros (EUR 1.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des Associés, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et qu'en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte, le notaire le signe avec le mandataire des Associés.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 novembre 2013. Relation: LAC/2013/53042. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Référence de publication: 2013167479/134.

(130203629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

MML Capital Europe V S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 600.000,00.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 157.697.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société MML Capital Europe V S.A. du 11 novembre 2013

1. Acceptation de la démission de Monsieur Robert Kimmels, né le 4 mars 1969 à Breukelen, Pays-Bas, avec résidence professionnelle au 55, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg en tant que administrateur de la société avec effet au 5 décembre 2013.

2. Acceptation de la démission de Monsieur Serge Bijnens, née le 29 novembre 1964 à Wilrijk, Belgique, avec adresse professionnelle au 3, rue Munster, L-2160 Luxembourg, en tant que administrateur de la société avec effet au 5 décembre 2013.

3. Acceptation de la démission de Madame Martina Schumann, né le 22 janvier 1961 à Trèves, Allemagne, avec adresse au 55, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, en tant que administrateur de la société avec effet au 5 décembre 2013

4. Nomination de Monsieur James Bermingham, né le 19 décembre 1972 à Sheffield, Royaume-Uni, avec résidence professionnelle au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que administrateur de la société avec effet au 5 décembre 2013.

5. Nomination de Madame Anke Jager, née le 22 avril 1968 à Salzgitter, Allemagne, avec résidence professionnelle au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que administrateur de la société avec effet au 5 décembre 2013.

6. Nomination de Monsieur Andreas Demmel, né le 11 avril 1969 à Munich, Allemagne, avec résidence professionnelle au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que administrateur de la société avec effet au 5 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013174979/30.

(130213931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Noble Holding S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: USD 8.006.851.180,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 147.629.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Pour Noble Holding S.C.S.

Signature

Référence de publication: 2013176011/12.

(130214772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

New Vital Beauté sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 2, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 127.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 16 décembre 2013.

Pour NEW VITAL BEAUTE S.A R.L.

FIDUCIAIRE EVERARD - KLEIN S.A R.L.

Référence de publication: 2013176020/12.

(130214648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

BTG Clients O&G II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 181.862.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirty-first day of October,
Before us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

BTG Pactual Par, SPC - Portfolio Special Purpose Fund Petro Africa Class B an exempted company limited by shares incorporated and registered as a segregated portfolio company in and under the laws of the Cayman Islands, whose registered office is at c/o UBS Fund Services (Cayman) Ltd. UBS House, 227 Elgin Avenue, P.O. Box 852, George Town, Grand Cayman KY1-1103, Cayman Islands, registered with the Cayman Islands Monetary Authority under number 5718;

here represented by Mr Max MAYER, employee, with professional address in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *in* varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "BTG Clients O&G II S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred within the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object. The purpose of the Company is to participate as an investor in projects and/or in the capital of companies focused on the diverse activities related to the oil, natural gas and derivatives, including, but not limited to: (i) exploration, research and production (upstream) and (ii) refining, processing, transportation, storage, distribution and trade (import and export) (midstream / downstream).

Art 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) represented by two million (2,000,000) shares in registered form, having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, which are divided into:

- two hundred thousand (200,000) class A shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- two hundred thousand (200,000) class B shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- two hundred thousand (200,000) class C shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- two hundred thousand (200,000) class D shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- two hundred thousand (200,000) class E shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- two hundred thousand (200,000) class F shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- two hundred thousand (200,000) class G shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- two hundred thousand (200,000) class H shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- two hundred thousand (200,000) class I shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid up;
- two hundred thousand (200,000) class J shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

6.6. The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire classes of shares through the repurchase and cancellation of all the shares issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of shares, such cancellations and repurchases of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with class J).

6.7. In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of shares (in the order provided for here above), such class of shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount (as defined under 6.9.)

determined by the general meeting of shareholders) and the holders of shares of the repurchased and cancelled class of shares shall receive from the Company an amount equal to the cancellation value per share for each share of the relevant class held by them and cancelled.

6.8. The cancellation value per share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled.

6.9. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the single director or as the case may be, the board of managers and approved by the general meeting of shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

6.10. Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant class, the cancellation value per share will become due and payable by the Company.

6.11. For the purpose of article 6, the following definitions shall apply:

Available Amount	Means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ Whereby: AA= Available Amount NP= net profits (including carried forward profits) P= any freely distributable reserves CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled L= losses (including carried forward losses) LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles
Interim Accounts	Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
Interim Account Date	Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more class A manager(s) and one or more class B manager(s) appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders, constituting the board of managers (the Board).

7.2. The managers may be removed at any time ad nutum (without any reason) by a resolution of the shareholder(s).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company or by two managers acting jointly.

Art. 9. Procedure.

9.1. The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Board.

9.4. Any manager may act at any meeting of the Board by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes cast. The resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) managers which includes a A manager and a B manager, or, as the case may be, by the joint or single signature(s) of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.1. (ii) of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or email, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or the general meeting of shareholders of the Company;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

15.4. In the event of a dividend distribution and to that extent that there are sufficient distributable funds, such dividend shall be allocated and paid as follows:

(i) an amount equal to 0.25% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class A shares;

(ii) an amount equal to 0.30% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class B shares;

(iii) an amount equal to 0.35% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class C shares;

(iv) an amount equal to 0.40% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class D shares;

(v) an amount equal to 0.45% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class E shares;

(vi) an amount equal to 0.50% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class F shares;

(vii) an amount equal to 0.55% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class G shares;

(viii) an amount equal to 0.60% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class H shares;

(ix) an amount equal to 0.65% of the nominal value of each share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their class I shares;

(x) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. first class J shares, then if no class J shares are in existence, class I shares and in such continuation).

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted by the majority of the shareholders holding three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. After payment of all debts and charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions in article 15.4..

VI. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2013.

Subscription - Payment

BTG Pactual Par, SPC - Portfolio Special Purpose Fund Petro Africa Class B, pre-named and represented as stated above, subscribes to (i) two hundred thousand (200,000) class A shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, (ii) two hundred thousand (200,000) class B shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, (iii) two hundred thousand (200,000) class C shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, (iv) two hundred thousand (200,000) class D shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, (v) two hundred thousand (200,000) class E shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, (vi) two hundred thousand (200,000) class F shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, (vii) two hundred thousand (200,000) class G shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, (viii) two hundred thousand (200,000) class H shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, (ix) two hundred thousand (200,000) class I shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, and (x) two hundred thousand (200,000) class J shares having a par value of one cent of US Dollar (USD 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-).

The amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,250.-.

The corporate capital is valued at EUR 14,546.60.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, have passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as class A manager of the Company for an indefinite period of time:

Mr. Renato Hermann Cohn, engineer, born on January 28, 1972, in São Paulo, Brazil, with professional address at Avenida Brigadeiro Faria Lima, 3744, 14° floor, São Paulo - SP, Brazil.

2. The following person is appointed as class B manager of the Company for an indefinite period of time:

Mr. Richard Brekelmans, companies' manager, born on September 12, 1960 in Amsterdam, the Netherlands, with professional address at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

3. The registered office of the Company is set at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Junglinster, on the day stated above.

This deed has been read to the representatives of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trente-et-un octobre,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

BTG Pactual Par, SPC - Portfolio Special Purpose Fund Petro Africa Class B, une société en commandite par actions exonérée constituée et enregistrée sous les lois des îles Cayman, ayant son siège social au c/o UBS Fund Services (Cayman) Ltd. UBS House, 227 Elgin Avenue, P.O. Box 852, George Town, Grand Cayman KY1-1103, îles Cayman,, immatriculée auprès de l'autorité monétaire des îles Cayman sous le numéro 5718;

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son adresse professionnelle à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «BTG Clients O&G II S.à r.l.» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet sa participation en qualité d'investisseur dans les projets et/ou dans le capital des sociétés axées essentiellement sur les activités variées relatives au pétrole, gaz naturel et ses dérivés, en ce compris, notamment: (i) exploration, recherche et production (en amont) et (ii) raffinage, traitement, transport, stockage, distribution et commerce (importation et exportation) (intermédiaire / en aval).

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à vingt mille dollars américains (USD 20.000,-), représenté par deux million (2.000.000) de parts sociales sous forme nominative avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, divisées comme suit:

- deux cent mille (200,000) parts sociales de classe A, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux cent mille (200,000) parts sociales de classe B, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux cent mille (200,000) parts sociales de classe C, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux cent mille (200,000) parts sociales de classe D, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux cent mille (200,000) parts sociales de classe E, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux cent mille (200,000) parts sociales de classe F, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux cent mille (200,000) parts sociales de classe G, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux cent mille (200,000) parts sociales de classe H, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux cent mille (200,000) parts sociales de classe I, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux cent mille (200,000) parts sociales de classe J, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

6.6 Le capital social de la Société pourra être réduit par le rachat et l'annulation d'actions, en ce compris par l'annulation d'une, ou de plusieurs classes entières d'actions, par le rachat et l'annulation de toutes les actions qui ont été émises dans cette ou ces classe(s). Dans le cas d'un rachat et de l'annulation de classes d'actions, ces rachats et annulation d'actions devront être fait par ordre alphabétique inversé (en débutant par la classe J).

6.7 Dans le cas d'une réduction de capital social par le biais du rachat et de l'annulation d'une classe d'actions (dans l'ordre indiqué ci-dessus), cette classe d'actions donnera droit à ses détenteurs, au prorata de leur détention dans cette classe, à un Montant Disponible (dans les limites toutefois du Montant Total Annulé défini par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs des classes d'actions rachetées et annulées recevront de la Société un montant équivalent à la valeur d'annulation par action pour chacune des actions des classes concernées qu'ils détiennent et qui ont été annulées.

6.8 La valeur d'annulation par action sera calculée en divisant le Montant Total Annulé par le nombre d'actions existant dans la classe d'actions faisant l'objet du rachat et de l'annulation.

6.9 Le Montant Total Annulé sera le montant déterminé par l'administrateur unique ou, le cas échéant, le conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale des associés sur base des comptes intermédiaires correspondants. Le Montant Total Annulé pour chacune des classes J, I, H, G, F, E, D, C, B et A sera le Montant Disponible dans la classe correspondante au moment de son annulation, à moins qu'une décision de l'assemblée générale des associés, prise selon le formalisme requis pour le changement des Statuts de la Société en décide autrement, sous réserve toutefois que le Montant Total Annulé n'excède jamais le montant disponible.

6.10 Suite au rachat et à l'annulation des actions d'une classe concernée, la valeur d'annulation par action sera due et payable par la Société.

6.11 Dans le cadre de l'article cinq, les définitions suivantes s'appliquent:

Montant Disponible Signifie le montant total des profits nets de la Société (en ce compris les profits reportés) dans la mesure où les associé/associés auraient bénéficié d'un droit à une distribution de dividendes conformément aux Statuts, augmenté de (i) des réserves librement distribuables et (ii) le cas échéant des montants de la réduction du capital social et de la partie correspondante de la réserve légale mais diminués par (i) toute perte (en ce compris les pertes reportées) et (ii) tout montant placé en réserve conformément aux dispositions de la loi et des Statuts, le tout tel que déterminé sur base des Comptes Intérimaires (sans, pour éviter tout doute sur la question, double comptabilisation) de sorte que:

$$AA = (NP+P+CR) - (L+LR)$$

Où

AA = Montant Disponible

NP = profits nets (en ce compris les profits nets reportés)

P = toute réserve librement distribuable

CR = le montant de la réduction de capital et de la réserve relative à la classe d'actions à annuler

L = pertes (en ce compris les pertes reportées)

LR = toute somme à affecter à des réserves conformément aux dispositions de la loi ou des Statuts;

Comptes Intérimaires Signifie les comptes intermédiaires de la Société à la date des comptes intermédiaires concernés

Date des Comptes Intérimaires Signifie la date ne précédant pas de plus de huit (8) jours la date de rachat et d'annulation de la classe d'actions concernée

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'un ou de plusieurs gérant(s) de classe A et d'un ou de plusieurs gérant(s) de classe B qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus de un gérant, par le conseil de gérance de la Société ou par deux gérants agissant conjointement.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants de la Société incluant un gérant de classe A et un gérant de classe B, ou, le cas échéant, par la/les signature(s) individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs - Droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

15.4 En cas de distribution de dividende et dans la mesure où il existe suffisamment de fonds distribuables, ce dividende devra être alloué et payé de la façon suivante:

- (i) un montant égal à 0,25% de la valeur nominale de chaque action de classe A devra être distribué en parts égales à tous les associés au prorata de leurs actions de classe A;
- (ii) un montant égal à 0,30% de la valeur nominale de chaque action de classe B devra être distribué en parts égales à tous les associés au prorata de leurs actions de classe B;
- (iii) un montant égal à 0,35% de la valeur nominale de chaque action de classe C devra être distribué en parts égales à tous les associés au prorata de leurs actions de classe C;
- (iv) un montant égal à 0,40% de la valeur nominale de chaque action de classe D devra être distribué en parts égales à tous les associés au prorata de leurs actions de classe D;
- (v) un montant égal à 0,45% de la valeur nominale de chaque action de classe E devra être distribué en parts égales à tous les associés au prorata de leurs actions de classe E;
- (vi) un montant égal à 0,50% de la valeur nominale de chaque action de classe F devra être distribué en parts égales à tous les associés au prorata de leurs actions de classe F;
- (vii) un montant égal à 0,55% de la valeur nominale de chaque action de classe G devra être distribué en parts égales à tous les associés au prorata de leurs actions de classe G;
- (viii) un montant égal à 0,60% de la valeur nominale de chaque action de classe H devra être distribué en parts égales à tous les associés au prorata de leurs actions de classe H;
- (ix) un montant égal à 0,65% de la valeur nominale de chaque action de classe I devra être distribué en parts égales à tous les associés au prorata de leurs actions de classe I; et
- (x) le solde du montant distribuable sera alloué dans son intégralité aux associés de la dernière classe par ordre alphabétique inversé (c'est-à-dire en premier lieu les actions de classe J et si le cas échéant ces dernières sont inexistantes, les actions de classe I et ainsi de suite.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, le boni de liquidation sera distribué aux associés de manière à réaliser sur une base globale un résultat identique au résultat économique découlant des règles de distribution implémentées pour les distributions de dividendes à l'article 15.4.

VI. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

BTG Pactual Par, SPC - Portfolio Special Purpose Fund Petro Africa Class B, prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à (i) deux cent mille parts sociales de classe A sous forme nominative, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, (ii) deux cent mille parts sociales de classe B sous forme nominative, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, (iii) deux cent mille parts sociales de classe C sous forme nominative, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, (iv) deux cent mille parts sociales de classe D sous forme nominative, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, (v) deux cent mille parts sociales de classe E sous forme nominative, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, (vi) deux cent mille parts sociales de classe F sous forme nominative, avec une

valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, (vii) deux cent mille parts sociales de classe G sous forme nominative, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, (viii) deux cent mille parts sociales de classe H sous forme nominative, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, (ix) deux cent mille parts sociales de classe I sous forme nominative, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, (x) deux cent mille parts sociales de classe J sous forme nominative, avec une valeur nominale d'un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, et les libérer entièrement par versement en espèces de vingt mille dollars américain (USD 20.000,-).

La somme de vingt mille dollars américain (USD 20.000,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Coûts

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ 1.250,- EUR. Le capital social a été évalué à 14.546,60- EUR.

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée comme gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée:

M. Renato Hermann Cohn, ingénieur, né le 28 janvier 1972 à São Paulo, Brésil, résidant professionnellement à Avenida Brigadeiro Faria Lima, 3744, 14° floor, São Paulo - SP, Brazil.

2. La personne suivante est nommée comme gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée:

M. Richard Brekelmans, gérant de sociétés, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, résidant professionnellement au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est établi au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 06 novembre 2013. Relation GRE/2013/4447. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013164712/567.

(130201211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

SIX SUN, société civile, Société Civile.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg E 5.130.

Les statuts coordonnés à la date du 5 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 décembre 2013.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2013172683/17.

(130210275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Cott Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 595, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 162.397.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 décembre 2013.
Référence de publication: 2013172996/10.
(130210925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Brandbrew S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 75.696.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 décembre 2013.
Référence de publication: 2013172953/10.
(130210908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Intermedical Holding Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-5630 Mondorf-les-Bains, 18, avenue Dr Klein.
R.C.S. Luxembourg B 40.625.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16/12/2013.
G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg
Référence de publication: 2013175810/12.
(130214614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Almima Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 181.817.

STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the fifteenth day of November.
Before us Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

«Trustmoore Luxembourg S.A.», a company with registered office at L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe, registered with the R.C.S. Luxembourg under number B 156.963,
here represented by Mrs. Marzena CWIERZ, a private employee, residing in L-2146 Luxembourg, 55, rue de Merl,
by virtue of a proxy given in Luxembourg on the 6th day of November 2013.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme:

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is established hereby a société anonyme under the name of "Almima Holding S.A.".

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the municipality by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises.

The company may borrow in any form except through public offering. The company may solely through private placement issue bonds, notes or other debt instruments in registered form and subject to restrictions on transfers. The company may render any assistance by way of loans, advances or pledges and guarantees or otherwise, to its subsidiaries or other related companies.

The company may provide guarantees or other pledges in favor of third parties in order to guarantee their obligations and the obligations of companies in which the company holds either directly or indirectly a participation as well as to any company part of the same group. The Company may also assist such companies in amongst others but not limited to the management and development of such companies and their portfolio and the financing through loans, advances or guarantees.

The company may pledge, give up or burden any or all of its assets in any possible form.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at THIRTY-ONE THOUSAND EUROS (31,000.- EUR) represented by THIRTY-ONE THOUSAND (31,000) shares with a par value of ONE EURO (1.- EUR) each.

Shares may be evidenced at the owners option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may be issued in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Title III. - Management

Art. 6. In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members, who need not be shareholders.

In the case where the Company is incorporated by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the composition of the Board of Directors may be limited to one member (the "Sole Director") until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such a case, its permanent representative shall be appointed or confirmed in compliance with the Law.

The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

Art. 7. The board of directors will elect from among its members a chairman.

The board of directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Art. 8. The board of directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Any director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the company, shall advise the board thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations. At the next following general meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the directors may have had an interest conflicting with that of the company.

If there is only one shareholder, the minutes shall only mention the operations intervened between the Company and its Sole Director having an interest conflicting with the one of the Company.

If there is only one Director, all such powers shall be reserved to the Sole Director.

Art. 9. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the signatures of two Directors or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the Board of Directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

Towards third parties, in all circumstances, the Company shall also be, in case if a managing director has been appointed in order to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs, bound by the sole signature of the managing director, but only within the limits of such power.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for its purpose.

Art. 12. The company may have a sole shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole shareholder does not result in the dissolution of the company.

If there is only one shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Any general meeting shall be convened in compliance with the Law.

The general meeting shall be convened by means of the shareholders representing ten per cent (10 %) of the corporate capital.

In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

The shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Unless otherwise provided by Law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of Shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

When the company has a sole shareholder, his decisions are written resolutions.

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the Shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title IV. - Supervision

Art. 13. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V. - General meeting

Art. 14. The annual meeting will be held in the commune of the registered office at the place specified in the convening notices on the second Tuesday of May at 5.00 pm.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 15. The accounting year of the corporation shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

Art. 16. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. - General provisions

Art. 18. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Transitory dispositions

1) The first business year shall begin on the date of Incorporation of the company and shall end on the 31st of December 2014.

2) The first annual general meeting shall be held in the year 2015.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the party appearing declares to subscribe to the THIRTY-ONE THOUSAND (31,000) shares.

The shares have been paid up to the extent of 25% by payment in cash, so that the amount of SEVEN THOUSAND SEVEN HUNDRED AND FIFTY EUROS (7,750.- EUR) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately ONE THOUSAND ONE HUNDRED EUROS (1,100.- EUR).

Extraordinary general meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital and acting as sole shareholder of the Company, has immediately taken the following resolutions:

1.- The number of directors is fixed at one and the number of statutory auditors at one.

2.- The following is appointed sole director:

Mr. Johannes Andries van den Berg, accountant, born in Pijnacker (the Netherlands), on December 28th, 1979, residing professionally at L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

3.- Has been appointed statutory auditor: Trustmoore Netherlands B.V., having its registered office in NL-1075 BD Amsterdam (the Netherlands), 26, Prins Hendriklaan, subscribed in the Dutch Chamber of Commerce under number 34324886.

4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2019.

5.- The registered office of the company is established in L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le quinze novembre.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

«Trustmoore Luxembourg S.A.», une société ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe, enregistrée au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 156.963,

ici représentée par Madame Marzena CWIERZ, employée privée, demeurant à L-2146 Luxembourg, 55, rue de Merl, en vertu d'une procuration donnée le 6 novembre 2013 à Luxembourg.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante, et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de «Almima Holding S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous prêts, avances, garanties, sûretés ou autres à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt direct ou indirect et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus, mais non limité à la gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, et financièrement par des prêts, avances et garanties.

Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) représenté par TRENTE-ET-UNE MILLE (31.000) actions d'une valeur nominale d'UN EURO (1.-EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le deuxième mardi du mois mai à 17.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions Générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, représentée comme mentionnée ci-avant, déclare souscrire les TRENTE-ET-UNE MILLE (31.000) actions.

Ces actions ont été libérées par des versements en espèces à concurrence de 25%, de sorte que la somme de SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (7.750.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ MILLE CENT EUROS (1.100.- EUR).

Assemblée Générale Extraordinaire

La comparante préqualifiée, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires à un (1).

2.- Est appelé à la fonction d'administrateur:

Monsieur Johannes Andries van den Berg, comptable, né à Pijnacker (les Pays-Bas) le 28 décembre 1979, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe;

3.- Est appelé à la fonction de commissaire aux comptes:

«Trustmoore Netherlands B.V.», ayant son siège social à NL-1075 BD Amsterdam (the Netherlands), 26, Prins Hendriklaan, inscrit au Chambre de Commerce Néerlandais, sous numéro 34324886.

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2019.

5. Le siège social de la société est fixé à L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte,

Signé: M. CWIERZ, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 novembre 2013. Relation: LAC/2013/52111.

Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163884/376.

(130200517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Intermedical Holding Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-5630 Mondorf-les-Bains, avenue Dr Klein.

R.C.S. Luxembourg B 40.625.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013175809/12.

(130214296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

RH Paris 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.
R.C.S. Luxembourg B 136.967.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013175126/11.

(130213718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Rénovation Construction Solutions s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4132 Esch-sur-Alzette, 16, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 164.915.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2013175120/11.

(130213213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Credit-Management Systems Europe (CSE) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 65.673.

L'an deux mille treize, le onze novembre.

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "CREDIT-Management SYSTEMS EUROPE (CSE) S.A.", établie et ayant son siège à L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, constituée suivant acte du notaire Edmond SCHROEDER de Mersch en date du 10 juillet 1998, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 753 du 19 octobre 1998, modifiée une dernière fois suivant acte du notaire instrumentant du 26 février 2013, publié au dit Mémorial, Numéro 1093 du 8 mai 2013, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 65.673,

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Marie MICHEL, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 59, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

qui désigne comme secrétaire Patricia HENRY, expert comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg, 59, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

L'assemblée choisit comme scrutateur Patricia HENRY, expert comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg, 59, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la Société;
2. Nomination de COMMUNITY LINK S.A. en qualité de liquidateur;
3. Détermination des pouvoirs du liquidateur;

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir renoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de mettre la Société en liquidation.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer la société COMMUNITY LINK S.A., établie et ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 138.621, liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur est autorisé à accomplir tous actes nécessaires à la liquidation de la Société et à la réalisation des actifs de la Société sous sa seule signature pour l'exécution de son mandat.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et à exécuter toutes les opérations, en ce compris les actes prévus à l'article 145 de la Loi, sans l'autorisation préalable des associés. Le Liquidateur peut sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales ou des tâches spécifiquement définies, déléguer à un ou plusieurs mandataires, personnes physiques ou morales, telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

Le Liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur le boni de liquidation aux associés conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ 565,- EUR (cinq cent soixante-cinq Euros).

Fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée en tête des présentes.

Le document ayant été lu en un langage connu des comparants, connue du notaire par son prénom, nom, état civil et domicile, ladite comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: MICHEL, HENRY, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 novembre 2013. Relation: LAC/2013/52056. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164767/65.

(130201330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

JML Ingénieur Concept SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op der Schmëtt.

R.C.S. Luxembourg B 80.329.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 26 novembre 2013

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'Assemblée Générale:

1) L'Assemblée Générale Extraordinaire décide d'accepter, avec effet au 22 novembre 2013, la démission de Monsieur Thomas LACASSE, ingénieur industriel, demeurant à B-4990 Lierneux, 24/1, Petit Sart, de son mandat d'administrateur de la société.

2) L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de nommer, avec effet au 22 novembre 2013, Monsieur Romain LACASSE, né le 24 juillet 1987 à Malmedy (B), demeurant à B-4990 Lierneux, 26/2 E, Petit Sart, en qualité d'administrateur de la société.

Le mandat de Monsieur Romain LACASSE prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 17 décembre 2013.

Pour JML Ingénieur Concept S.A.

Société anonyme

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2013176884/21.

(130215752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.
